

# « La sécurité alimentaire est sous la menace de la dégradation des sols »

Par Collectif

Publié le 17 juin 2020 à 11h55 - Mis à jour le 17 juin 2020 à 16h13

Lecture 5 min.

---

**La lutte contre la dégradation des terres est un enjeu planétaire crucial qui donne un caractère d'urgence à la transition écologique de l'agriculture, affirme un collectif dont font partie Nicolas Hulot et Yann Arthus-Bertrand.**

---

**Tribune** De l'état des sols dépendent les biens que nous consommons, l'occulter serait fatal. Dans une multitude d'écosystèmes locaux, les sols retiennent ou filtrent l'eau, hébergent la biodiversité, élaborent la fertilité nécessaire à la production agricole, fournissent des matériaux et des fibres. Leur contribution est aussi essentielle à la qualité de l'air et à celle des paysages sur lesquels se posent nos yeux.

Les sols sont vivants, et s'y élabore en silence le potentiel du futur. Il faut environ cinq cents ans pour former 5 centimètres de sol, et la faune qu'il comprend comptabilise 25 % de toutes les espèces décrites sur la terre. Le volume d'une seule cuillère à café de sol contient des milliards de micro-organismes tous nécessaires à la vie !

Lire aussi: [De Dakar à Saint-Louis, une forêt comme rempart contre les assauts de la mer](#)

Plus de 3,5 milliards d'hectares de terres sont dégradés dans le monde et risquent de devenir impossibles à cultiver. Dans les zones arides qui comptent pour 44 % de la surface terrestre émergée, le phénomène est massif. En Afrique, par exemple, il touche 65 % des terres cultivables. Partout, la dégradation des terres met en péril les modes de vie des personnes qui dépendent de l'agriculture. Leur présent est difficile et leur avenir incertain.

## Les causes multiples de la désertification

Ce processus est qualifié de « désertification ». La Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification définit ce terme comme « *la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, par suite de divers facteurs parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines* ». La désertification diminue chaque seconde les potentialités productives des sols sous toutes les latitudes.

Les causes de la désertification sont multiples, mais les activités humaines en sont les plus grandes responsables. Défrichements abusifs, labours excessifs, exposition de la faune du sol à l'air et au soleil, excès d'irrigation, épandage de pesticides et d'engrais chimiques, destruction de la faune, monoculture, fuite de l'humus des sols et perte de leur fertilité... aucune civilisation n'a survécu à la mort de ses sols.

Lire aussi: [Au Burkina Faso, une ferme agroécologique veut réinventer « le monde d'après »](#)

Dans les enjeux environnementaux globaux, la mère de toutes les fragilités et de toutes les batailles demeure la lutte contre la dégradation des terres. Elle est pressante car les agressions ont atteint leur point de basculement. L'Objectif du développement durable (ODD) n° 15 [[17 objectifs à l'horizon 2030 ont été adoptés par l'ONU en 2015](#)] en fixe un excellent cadre à trois niveaux : éviter de dégrader, réduire la dégradation qu'on ne peut éviter, restaurer les terres dégradées pour atteindre la neutralité, soit « *un état où la*

*quantité et la qualité des ressources terrestres nécessaires au soutien des fonctions et services écosystémiques et au renforcement de la sécurité alimentaire restent stables ou augmentent au sein d'un écosystème ».*

## Reconnaissance par les rapports scientifiques

Dans les perspectives du « jour d'après » évoqué en ces temps de crise sanitaire et pour agir « contre la réintoxication du monde », des leviers existent. Parmi eux, les plans d'action nationaux élaborés par de nombreux Etats pour atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres doivent bénéficier d'un soutien particulier.

Une première bonne nouvelle est la reconnaissance du problème par différents rapports scientifiques parus en 2019. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) insiste sur le rôle-clé des terres dans le système climatique : « *Les sols, seconds puits de carbone à l'échelle mondiale après les océans, peuvent contribuer massivement à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques.* »

Lire aussi: [Coronavirus : des greniers pleins, mais des inquiétudes sur la chaîne d'approvisionnement](#)

De même la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) souligne que, concernant la dégradation des terres, « *le coût de la perte induite des espèces et services écosystémiques s'élèverait à au moins 10 % du PIB mondial annuel* ». Enfin, le groupe d'experts du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire (CSA) s'attache aux liens entre la santé des sols et l'amélioration de la santé écologique et humaine.

## Reconnaissance de l'agroécologie comme

## alternative

Alors que près de la moitié des systèmes cultivés sur terre se situent dans les zones arides, la sécurité alimentaire est sous la menace de leur dégradation. L'insécurité alimentaire qui en découle constitue un facteur majeur de pauvreté qui conduit partout à des instabilités sociales et politiques. Des terres dégradées mènent à des vies dégradées. L'ONU estime que la désertification, les pénuries d'eau et la baisse de la production agricole pourraient entraîner la migration forcée de 50 à 700 millions de personnes d'ici à 2050.

Lire aussi: [Le Kenya s'inquiète des effets de l'invasion de criquets sur son économie](#)

Une seconde bonne nouvelle consiste en la reconnaissance progressive de l'agroécologie comme alternative, au vu de l'extrême fragilité des systèmes alimentaires avérée par la crise due au Covid-19. Son approche et ses méthodes, alliant agronomie, écologie et social, permettent de répondre aux besoins de la production agricole et alimentaire tout en évitant les effets délétères de l'agriculture conventionnelle. Les paysannes et les paysans qui pratiquent l'agroécologie sont des acteurs majeurs du maintien des patrimoines nourriciers tout en contribuant à la lutte contre le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité. Elles et ils assurent une production alimentaire nutritive, la durabilité environnementale et une meilleure résilience socio-économique à l'échelle des territoires.

Lire aussi: [L'Afrique de l'Est touchée par des pluies torrentielles](#)

Alors qu'elle est hautement résiliente, l'agroécologie souffre surtout du manque de ressources financières et matérielles, et d'un cadre institutionnel favorable. Cette situation est aggravée par la volatilité des prix agricoles et la spéculation des denrées sur les marchés internationaux. La transition écologique de l'agriculture est indispensable à la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Elle ne peut se faire sans les paysannes et les paysans qui pratiquent l'agroécologie, et les politiques commerciales doivent les y aider, et non leur nuire. C'est urgent.

**Premiers signataires :** **Monique Barbut**, ancienne secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification ; **Yann Arthus-Bertrand**, président de la Fondation GoodPlanet ; **Omar Bessaoud**, administrateur scientifique au CIHEAM IAMM ; **Marc Bied-Charreton**, président d'honneur du Comité scientifique français de la désertification ; **Lydia Bourguignon**, directrice du Laboratoire d'analyse microbiologique des sols ; **Patrice Burger**, président du Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI) ; **Claire Chenu**, coordinatrice du Programme européen sur la gestion durable des sols agricoles (EJP SOIL) ; **Juliette Compaoré**, présidente du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (Burkina Faso) ; **Marc Dufumier**, professeur honoraire à AgroParisTech ; **Michel Eddi**, président directeur général du Cirad ; **Emile Frison**, membre du panel d'IPES-Food ; **Nicolas Hulot**, président d'honneur de la Fondation pour la nature et l'homme ; **Philippe Jahshan**, président de Coordination SUD ; **Emmanuel Poilane**, président du Centre de

recherche et d'information pour le développement (CRID) ; **Arnaud Schwartz**, président de France Nature Environnement ; **Goundo Sissoko**, présidente du Réseau des femmes pour les droits environnementaux (Mali) ; **Mariam Sow**, secrétaire exécutive d'ENDA Pronat (Sénégal) ; **Julie Stoll**, déléguée générale de Commerce équitable France ; **Michel Vampouille**, président de Terre de liens ; **Françoise Vernet**, présidente de Terre & Humanisme.

---